



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service de coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE à ESTREES-MONS et MONCHY-LAGACHE**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment, les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 actualisant la situation administrative de l'unité de production de légumes en conserve et surgelée située au 30, Chaussée Brunehaut sur le territoire des communes d'ESTREES-MONS et de MONCHY-LAGACHE et autorisant l'extension des capacités de stockage de surgelés par la construction d'une chambre froide ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 26 janvier 2026, transmis à l'exploitant par courriel du 20 février 2026 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu la réponse de l'exploitant du 5 mars 2026 suite au rapport susvisé ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 12 mars 2026 reçu le 13 mars 2026 ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 26 janvier 2026 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- L'exploitant ne disposait pas d'un état des matières stockées y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'absence d'un état des matières stockées est contraire aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui stipule : « Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées [...] » ainsi que les dispositions spécifiques liés aux installations relevant de l'article L.515-32 du code de l'environnement de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 pré-cité et notamment :
 - « Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.
 - Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
 - Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
 - L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
 - Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. » ;
- L'exploitant ne disposait pas de procédures écrites pour justifier du contrôle et du maintien en état de fonctionnement de certains de ses équipements importants pour la sécurité. L'absence de procédures écrites est contraire aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé qui stipule : « [...] Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans. [...] » ;
- L'exploitant ne disposait pas de consignes écrites précisant la conduite à tenir en cas d'indisponibilités ou de maintenance de ces équipements. L'absence de consignes écrites est

contraire aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé qui stipule : « [...] Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements. [...] » ;

- L'exploitant avait fixé plusieurs seuils de sécurité pour ses détecteurs de gaz respectivement à 50, 500 et 1000 ppm. Le premier seuil entraînant le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur, le deuxième seuil ne peut excéder le double de la valeur du premier seuil. Un rapport de dix fois la valeur de détection pour ces détecteurs est au contraire aux dispositions de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé qui stipule : « [...] Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées. L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :
 - le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
 - le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil) [...] » ;
- L'exploitant disposait d'un fichier de suivi de ses détecteurs de gaz ammoniac indiquant que de nombreux capteurs se trouvaient hors service. Ces capteurs sont des équipements importants pour la sécurité, car ils constituent des maillons des chaînes de sécurité permettant de maîtriser des accidents majeurs. En date du 23 mars, l'exploitant a communiqué des éléments confirmant le caractère hors service de ces capteurs. L'exploitant a transmis à l'Inspection une proposition échéancier de remise en service des capteurs tenant compte des difficultés techniques. Il en est tenu compte dans le délai proposé dans l'article 1 du présent arrêté.

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la sécurité des biens et des personnes ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE de respecter les dispositions des articles 49 & 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ainsi que les articles 39 & 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

La société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE, sise au 30 chaussée Brunehaut, sur le territoire des communes de Estrées-Mons et Monchy-Lagache, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles :

- 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé dans un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé dans un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté. ;
- 39 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé dans les délais suivants :
 - **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, concernant les procédures écrites permettant de contrôler périodiquement les équipements importants pour la sécurité ainsi que les consignes écrites précisant la conduite à tenir en cas de leur indisponibilité ;
 - **9 mois** à compter de la notification du présent arrêté, concernant la remise en service de l'ensemble des détecteurs de gaz ammoniac du site en priorisant la remise en service des capteurs participant à la maîtrise des accidents majeurs. L'exploitant informera l'Inspection de l'avancement des travaux **à mi-échéance**.

ARTICLE 2. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article précédent ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif (14, rue Lemerchier CS 81114 80011 AMIENS Cedex 1) d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de Péronne le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE.

Amiens, le 29 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD